

- ENQUÊTE PUBLIQUE. Mobilisation des parents sur l'enquête publique ZAC centre ville du 4 mai au 10 juin 1998. **Participation record des parents.** Utilisation par la mairie d'un montage photo tendancieux visant à discréditer le site de la maternelle. Malgré 125 observations contre la destruction de l'école, 81 contre la voie et 29 globalement contre la ZAC, le commissaire enquêteur conclut à « *l'incongruité de l'école actuelle dans le futur centre ville* ».
- PREMIÈRE RÉUNION PUBLIQUE DE L'ASJCT le 14 mai 1998 sur le parvis du groupe scolaire. **Demande claire d'une rénovation sur site** de l'ensemble du groupe scolaire. Le maire, venu rendre une visite, affirme sa décision de ne pas remettre en question l'emprise de la route.
- EMBALLAGE DE LA MATERNELLE dans des centaines de mètres de papier le 29 juin 1998. Action décidée lors de la première A.G. du 16 juin 1998. Affichage de dessins d'enfants. **Forte mobilisation.** Reportages sur M6 et Radio France Bordeaux Gironde.
- LANCEMENT DE L'ÉCHO DE PEIXOTTO en octobre 1998. Vingt-quatre numéros parus à ce jour.
- RÉUNIONS DE CONCERTATION proposées par la mairie. Sont conviés les parents élus et le président de l'ASJCT (les maîtresses sont oubliées). Le 9 novembre 1998, présentation de sept variations sur un tracé de route. **Aucune négociation possible.** Les parents quittent la salle. Le 26 novembre 1998, seconde tentative. Évocation de l'abandon de la route mais destruction toujours programmée d'une partie de la maternelle.
- RÉUNION PUBLIQUE DE L'ASJCT le 10 décembre 1998. Présentation d'une proposition de projet de rénovation par l'association (publié le 18 décembre dans le numéro 3 de l'Écho).
- PRÉSENCE IMPORTANTE DE L'ASSOCIATION à une réunion publique du maire le 20 décembre 1998. Annonce de l'abandon de la route mais reconversion de la maternelle en école de musique. Colère des parents qui quittent la salle.
- DIFFUSION MASSIVE février 1999 d'un hors-série de l'Écho sur le quartier poste-mairie.
- MANIFESTATION EN MUSIQUE le 18 février 1999. Cortège d'une centaine de parents et d'enfants de l'école à la mairie. **Refus de dialogue** : au bruit des maracas et des sifflets le maire oppose un mur de son de plusieurs centaines de watts avec une sono louée pour l'occasion (sur quels crédits ?).
- PRÉSENCE SUR DES MANIFESTATIONS MUNICIPALES : fête de l'école de **musique** (avril 1999) ; **Un enfant dans la ville** (mai 1999) ; **Décastar** (sept. 1999, distribution de 1000 numéros d'un Écho spécial, déploiement d'une banderole dans l'enceinte du stade).
- NOUVELLE CAMPAGNE DE PÉTITION. Lancement à l'occasion de la manifestation municipale Décastar; signature sur le quartier poste-mairie : **600 signatures.**
- RECOURS AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF en mai 1999. Dépôt de sept recours suivi d'un appel en fin d'année. Le recours finira par échouer, mais pour un vice de forme...
- ANALYSE DU PRÉ-PROGRAMME en juin 1999 avec l'aide d'un architecte. Dénonciation dans l'écho 7 de nombreuses **incohérences dans le décompte des surfaces.**
- OCCUPATION DE L'ÉCOLE MATERNELLE le 29 juin 1999. Action décidée lors de la seconde A.G. le 22 juin 1999. Invitation de la presse et des élus. Boycott du conseil d'école.
- INFORMATION DES ÉLUS, été 1999. Constitution d'un dossier de presse. Rencontre avec des élus (député, conseil général, conseil régional...). Courrier au ministre (répondu le 20 juillet). Diffusion de la pétition. Présence régulière aux séances de conseil municipal où le groupe scolaire figure l'ordre du jour.
- DEMANDE D'UN MORATOIRE, décembre 1999. Diffusion de **cartes de vœux/pétition** à envoyer au président de la CUB et à l'inspecteur de circonscription.
- ENQUÊTE SÉCURITÉ conduite premier trimestre 2000 par des membres de l'association. Découverte qu'**aucune remise aux normes** du primaire n'a été programmée (bâtiment encore au norme d'il y a 40 ans). Démarches auprès de la mairie, de la préfecture et des pompiers. **Impossible** d'obtenir copie du rapport de la dernière commission sécurité. Premier effet visible : vote le 6 mars en conseil municipal d'une **rallonge budgétaire de l'ordre de 4 millions de francs pour la remise au norme et la rénovation du primaire.** Annonce de la présence d'**amiante** (la question sur la présence d'amiante avait été clairement posé par les parents en 1996 et avait reçu une réponse négative formelle).
- TROISIÈME A.G. le 23 mars 2000. Soutien de la demande des élus primaire du **passage de la commission sécurité.** Vote d'une **nouvelle action.**
- MANIFESTATION le 30 mars 2000 sur *l'esplanade des jets d'eau* et distribution de tracts aux automobilistes sur le cours de la Libération. Demande d'un désamiantage et d'une remise aux normes du primaire. Le lendemain, confirmation officielle en conseil municipal de présence d'amiante dans la colle des dalles de sol.
- RENCONTRE EN MAIRIE le 21 avril 2000 entre l'adjoint à l'urbanisme et une quinzaine de parents élus et de membres de l'association. Impossible d'obtenir des réponses précises sur les échéances des travaux de remise aux normes..
- SARDINADE le 12 septembre 2000. Manifestation avec distribution symbolique de boîtes à sardines pour protester contre l'exiguïté des locaux.
- QUATRIÈME A.G. le 23 octobre 2000. Bilans et débats. Réaffirmation des objectifs de rénovation sur site et vote d'actions pour obtenir la rénovation urgente du primaire.
- JOLIOTHON le 11 janvier 2001. Présentation de maquettes comparatives entre le projet de rénovation proposé par la mairie et celui des parents.
- DIFFUSION mars 2001 de 7000 numéros de l'Écho sur Talence.
- OCCUPATION du terrain de la nouvelle maternelle le 28 juin 2001. Dénonciation du permis de construire.
- FILM VIDÉO de la destruction de l'espace vert lors du démarrage des travaux de la nouvelle école en août 2001 et présentation du film au premier forum des associations de Talence en septembre 2001.
- MOBILISATION en avril et mai 2002 sur une nouvelle enquête publique avec dénonciation du projet de la mairie donnant la priorité aux voitures et à des constructions à étages. Cela aura pour effet un **rapport défavorable du commissaire enquêteur** assorti de 4 avis contre le projet.
- PRÉSENTATION du projet de l'association d'**aménagement de l'espace public Joliot-Curie** lors du forum des associations de septembre 2002.
- ORGANISATION d'une campagne de pétitions pour l'obtention d'une concertation avec la mairie suite à l'enquête publique (160 signatures en 2 jours).
- RÉUNION DE CONCERTATION le 2 avril 2003 en présence du maire et de l'adjoint à l'urbanisme qui **s'engagent à ne rien démolir tant qu'un nouveau projet ne sera pas soumis (la démolition des ailes aura pourtant lieu le 15 août).**
- FILM VIDÉO de la destruction des ailes (semaine du 15 août 2003) et présentation du film au troisième forum des associations en septembre 2003
- À SUIVRE...